

**Art. 2.** Les ouvriers, visés à l'article 1er, ont droit en 1993 et en 1994 à six jours de repos.

**Art. 3.** Il est interdit de faire travailler les ouvriers visés à l'article 1er pendant les jours de repos visés à l'article 2.

Par dérogation à cette interdiction les ouvriers peuvent être occupés pendant ces jours de repos :

1° lorsque les entreprises dans lesquelles ils travaillent connaissent habituellement une période d'intense activité au moment de l'octroi de ces jours de repos;

2° lorsqu'elles sont chargées du service à la clientèle auprès des commerçants en matériaux de construction, à l'exception du transport;

3° dans les cas où le travail du dimanche est autorisé par l'article 12 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

**Art. 4.** Les ouvriers qui ont été occupés pendant les jours de repos visés à l'article 2 ont droit à un repos compensatoire. Ces jours de repos compensatoire doivent être octroyés :

1° dans les sept mois qui suivent le jour où le travail a été effectué, dans le cas où la mise au travail s'est faite en application de l'article 3, deuxième alinéa, 1°;

2° dans les six semaines qui suivent le jour où le travail a été effectué, dans le cas où la mise au travail s'est faite en application de l'article 3, deuxième alinéa, 2° et 3°.

A la fin du contrat de travail, l'employeur doit mentionner le nombre de jours de repos compensatoire qui n'ont pas été octroyés sur le certificat de chômage complet C4.

**Art. 5.** La quote-part due par les employeurs visés à l'article 1er et destinée à financer le salaire forfaitaire pour les jours de repos, est déterminée comme suit :

— pour l'année 1993, la quote-part est égale à 2,6 % du montant porté à 108 % de tous les salaires déclarés à l'Office National de Sécurité Sociale en rapport avec les ouvriers visés à l'article 1er, respectivement pour le quatrième trimestre de 1992, et pour le premier, deuxième et troisième trimestre de 1993;

— pour l'année 1994, la quote-part est égale à 2,6 % du montant porté à 108 % de tous les salaires déclarés à l'Office National de Sécurité Sociale en rapport avec les ouvriers visés à l'article 1er, respectivement pour le quatrième trimestre de 1993, et pour le premier, deuxième et troisième trimestre de 1994.

**Art. 6.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1993.

**Art. 7.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre des Affaires Sociales sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> juin 1993.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

Le Ministre des Affaires sociales,

B. ANSELME

**Art. 2.** De werklieden, bedoeld in artikel 1, hebben in 1993 en in 1994 recht op zes rustdagen.

**Art. 3.** Het is verboden de bij artikel 2 bedoelde werklieden gedurende de bij artikel 2 bedoelde rustdagen tewerk te stellen.

In afwijking van dit verbod mogen de werklieden gedurende deze rustdagen worden tewerkgesteld :

1° wanneer de ondernemingen waarin ze tewerkgesteld zijn gewoonlijk een periode van intense activiteit kennen op het ogenblik van de toekenning van de rustdagen;

2° wanneer zij belast zijn met de klantendienst bij handelaars in bouwmaterialen, met uitzondering van het vervoer;

3° in de gevallen waar arbeid op zondag is toegestaan bij artikel 12 van de Arbeidswet van 16 maart 1971.

**Art. 4.** De werklieden die gedurende de bij artikel 2 bedoelde rustdagen worden tewerkgesteld, hebben recht op inhaalrust. Deze inhaalrustdagen moeten worden toegekend :

1° binnen zeven maanden die volgen op de dag waarop arbeid werd verricht, in het geval de tewerkstelling is gebeurd in toepassing van artikel 3, tweede lid, 1°;

2° binnen zes weken die volgen op de dag waarop arbeid werd verricht, in het geval de tewerkstelling is gebeurd in toepassing van artikel 3, tweede lid, 2° en 3°.

Bij beëindiging van de arbeidsovereenkomst moet de werkgever het aantal niet-toegekende inhaalrustdagen vermelden op het bewijs van volledige werkloosheid C4.

**Art. 5.** De bijdrage verschuldigd door de in artikel 1 bedoelde werkgevers en bestemd voor de financiering van het forfaitair loon voor de rustdagen, wordt als volgt bepaald :

— voor het jaar 1993 is de bijdrage gelijk aan 2,6 % van het op 108 % gebrachte bedrag van alle lonen die bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid zijn aangegeven met betrekking tot de in artikel 1 bedoelde werklieden en dit respectievelijk voor het vierde kwartaal van 1992, en voor het eerste, tweede en derde kwartaal van 1993;

— voor het jaar 1994 is de bijdrage gelijk aan 2,6 % van het op 108 % gebrachte bedrag van alle lonen die bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid zijn aangegeven met betrekking tot de in artikel 1 bedoelde werklieden en dit respectievelijk voor het vierde kwartaal van 1993, en voor het eerste, tweede en derde kwartaal van 1994.

**Art. 6.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1993.

**Art. 7.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 juni 1993.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,

B. ANSELME

## EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

#### COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 93 — 1488

[S-C — 29262]

**11 MAI 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'article 59bis de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988;

Vu la délibération de l'Exécutif du 11 mai 1993,

Arrête :

**Article 1er.** Mme Laurette Onkelinx, Ministre-Présidente de l'Exécutif de la Communauté française chargée des Affaires sociales, de la Santé et du Tourisme, est compétente pour :

- 1° la coordination de la politique de l'Exécutif;
- 2° la saisine au nom de l'Exécutif du comité de concertation Gouvernement-Exécutifs, ainsi que les relations intra-belges;
- 3° le tourisme tel que défini à l'article 4, 10° de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988;
- 4° les matières définies à l'article 4, 11° de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988;
- 5° les matières définies à l'article 5, § 1er, I et II, à l'exception du § 1er, II, 6° et 7° de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988.

**Art. 2.** M. Michel Lebrun, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales, est compétent pour :

- 1° l'enseignement tel que défini à l'article 59 bis de la Constitution dans les matières suivantes :
  - l'enseignement universitaire;
  - la recherche scientifique;
  - les crédits de recherche fondamentale provenant des S.P.P.S., de la Santé publique, des Affaires économiques et ceux destinés au F.N.R.S. et à l'I.R.S.I.A.;
  - l'enseignement supérieur non universitaire, de type court et de type long;
  - l'enseignement artistique;
  - l'enseignement de promotion sociale;
  - l'enseignement à distance;
  - le statut des personnels de l'enseignement subventionné libre;
  - les allocations et prêts d'études;
  - le Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires;
  - le transport scolaire;
- 2° les matières définies à l'article 4 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988, à l'exception de celles visées par les points 1° et 3° à 11° inclus, de la formation parascolaire et de la formation continuée du personnel de l'enseignement fondamental et secondaire et des centres psycho-médico-sociaux;
- 3° les matières définies à l'article 5, § 1er, II, 6° et 7° de la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988;
- 4° les relations internationales.

**Art. 3.** M. Elio Di Rupo, Ministre de l'Education, de l'Audiovisuel et de la Fonction publique, est compétent pour :

- 1° l'enseignement, tel que défini à l'article 59 bis de la Constitution, dans les matières suivantes :
  - la formation parascolaire;
  - l'enseignement fondamental;
  - l'enseignement secondaire;
  - l'enseignement spécial;
  - les activités parascolaires, les auxiliaires de l'enseignement et l'informatique;
  - les centres psycho-médico-sociaux;
  - l'inspection de l'enseignement;
  - la formation continuée du personnel de l'enseignement fondamental et secondaire et des centres psycho-médico-sociaux;
  - les bâtiments de l'enseignement organisé par la Communauté française;
  - le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné;
  - le statut des personnels de l'enseignement organisé par la Communauté française et de l'enseignement subventionné officiel;
- 2° l'audiovisuel tel que défini à l'article 4, 5° à l'exception des bibliothèques 6° et 6° bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988;
- 3° la Fonction publique, le personnel et l'informatique de la Communauté française.

**Art. 4.** M. Eric Tomas, Ministre du Budget, de la Culture et du Sport, est compétent pour :

- le budget et les finances de la Communauté française;
- les matières définies à l'article 4 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988, à l'exception de celles visées par les points 2, 5 à l'exception des discothèques, 6, 6 bis, 10 et 11 à 16 inclus;
- la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.

**Art. 5.** A l'exception du Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires, des bâtiments de l'enseignement subventionné officiel par la Communauté française et du Fonds communautaire des bâtiments scolaires de l'enseignement subventionné officiel, la compétence en matière d'infrastructure est répartie en fonction des attributions de chacun des Ministres de l'Exécutif.

**Art. 6.** Chaque Ministre de l'Exécutif est compétent pour les matières de recherche scientifique appliquée dans les limites de ses compétences respectives.

**Art. 7.** Les projets de décret et les arrêtés délibérés en Exécutif sont signés par le Ministre qui a dans ses attributions la matière qui fait l'objet du projet de décret ou de l'arrêté.

**Art. 8.** Dans le cas où une délégation a été accordée conformément à l'arrêté portant le règlement du fonctionnement de l'Exécutif, les arrêtés sont signés par le Ministre auquel cette délégation est accordée.

**Art. 9.** La signature des décrets et arrêtés peut reprendre dans le titre du Ministre la seule mention relative à la matière traitée.

**Art. 10.** L'arrêté du 3 février 1992 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française est abrogé.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 11 mai 1993.

Art. 12. Les Ministres de l'Exécutif sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté.

Bruxelles, le 11 mai 1993.

La Ministre-Présidente de l'Exécutif de la Communauté française,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre-Membre de l'Exécutif de la Communauté française,  
M. LEBRUN

Le Ministre-Membre de l'Exécutif de la Communauté française,  
R. DI RUPO

Le Ministre-Membre de l'Exécutif de la Communauté française,  
E. TOMAS

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 93 -- 1460

[S-C -- 29262]

11 MEI 1993

Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Executieve van de Franse Gemeenschap

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 59bis van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 11 mei 1993 genomen beslissing,

Besluit :

**Artikel 1.** Mevr. Laurette Onkelinx, Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met Sociale Zaken, Gezondheid en Toerisme, is bevoegd voor :

- 1° de coordinatie van het beleid van de Executieve;
- 2° het aanhangig maken in naam van de Executieve bij het Overlegcomité Regering-Executieven, alsook de intra-belgische betrekkingen;
- 3° het toerisme, zoals bepaald bij artikel 4, 10° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;
- 4° de aangelegenheden bepaald bij artikel 4, 11° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;
- 5° de aangelegenheden bepaald bij artikel 5, § 1, I en II, met uitzondering van § 1, II, 6° en 7° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988.

**Art. 2.** De heer Michel Lebrun, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen, is bevoegd voor :

- 1° het onderwijs, zoals bepaald in artikel 59bis van de Grondwet, voor de volgende aangelegenheden :
  - het universitair onderwijs;
  - het wetenschappelijk onderzoek;
  - de kredieten voor fundamenteel onderzoek, afkomstig uit de Diensten voor Programmatie van het Wetenschapsbeleid, uit Volksgezondheid en Economische Zaken, en de kredieten bestemd voor het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek en het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw;
  - het niet-universitair hoger onderwijs, van het korte en het lange type;
  - het kunstonderwijs;
  - het onderwijs voor sociale promotie;
  - het afstandsonderwijs;
  - het statuut van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs;
  - de studietoelagen en -leningen;
  - het Waarborgfonds voor Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap;
  - het leerlingenvervoer;
- 2° de aangelegenheden bepaald in artikel 4 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, met uitzondering van deze bedoeld in de punten 1° en 3° tot en met 11° van de parascolaire vorming en de voortgezette opleiding van het personeel van het basisonderwijs en het secundair onderwijs en van de psycho-medisch-sociale centra;
- 3° de aangelegenheden bepaald bij artikel 5, § 1, II, 6° en 7°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;
- 4° de internationale betrekkingen.

**Art. 3.** De heer Elio Di Rupo, Minister van Onderwijs, van de Audiovisuele Sector en van het Openbaar Ambt is bevoegd voor :

- 1° het onderwijs, zoals bepaald in artikel 59bis van de Grondwet, voor de volgende aangelegenheden :
  - de parascolaire vorming;
  - het basisonderwijs;
  - het secundair onderwijs;
  - het buitengewoon onderwijs;

- de bijschoolse activiteiten, de onderwijsmedia en de informatica;
- de psycho-medisch-sociale centra;
- de inspectie van het onderwijs;
- de voortgezette opleiding van het personeel van het basisonderwijs en het secundair onderwijs en van de psycho-medisch-sociale centra;
- de gebouwen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs;
- het Fonds voor Schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs;
- het statuut van het personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs en van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

2° de Audiovisuele Sector zoals bepaald bij artikel 4, 5° met uitzondering van het bibliotheekwezen, 6° en 6°bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

3° het Openbaar Ambt, het personeel en de informatica van de Franse Gemeenschap.

Art. 4. De heer Eric Tomas, Minister van Begroting, Cultuur en Sport, is bevoegd voor :

- de begroting en de financiën van de Franse Gemeenschap;
- de aangelegenheden bepaald in artikel 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 met uitzondering van deze bedoeld in punt 2, 5 behoudens de discotheken, 6, 6bis, 10 en 11 tot en met 16;
- het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 5. Met uitzondering van het Waarborgfonds voor Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap, van de gebouwen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs en van het Fonds voor Schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs, wordt de bevoegdheid inzake infrastructuur verdeeld op grond van de bevoegdheden van elk van de Ministers van de Executieve.

Art. 6. Elke Minister van de Executieve is bevoegd voor het toegepast wetenschappelijk onderzoek binnen de perken van zijn respectieve bevoegdheden.

Art. 7. De ontwerpen van decreet en de in de Executieve overlegde besluiten worden ondertekend door de Minister tot wiens bevoegdheid de aangelegenheid waarop het ontwerp van decreet of besluit betrekking heeft, behoort.

Art. 8. Ingeval een delegatie verleend werd overeenkomstig het besluit houdende regeling van de werking van de Executieve, worden de besluiten ondertekend door de Minister aan wie deze delegatie verleend werd.

Art. 9. Bij de ondertekening van de decreten en de besluiten, mag enkel de vermelding betreffende de behandelde aangelegenheid in de titel van de Minister vermeld worden.

Art. 10. Het besluit van 3 februari 1992 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Executieve van de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 11 mei 1993.

Art. 12. De Ministers van de Executieve zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 11 mei 1993.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister-Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
M. LEBRUN

De Minister-Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
E. DI RUPO

De Minister-Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
E. TOMAS

#### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 93 — 1489

25 JANVIER 1993. — Arrêté de l'Exécutif modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 14 septembre 1987 fixant les règles d'agrément et d'octroi de subventions au Centres de service social

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 14 septembre 1987 fixant les règles d'agrément et d'octroi de subventions aux Centres de service social;

Vu l'avis de l'inspection des finances;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, tel que modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence, motivée par le fait que le présent projet modifie les règles de calcul des subventions dès l'exercice 1992;

Sur la proposition du Ministres des Affaires sociales et de la Santé;

Vu la délibération de l'Exécutif du 21 décembre 1992,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. § 1<sup>er</sup>. A l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1987 fixant les règles d'agrément et d'octroi de subventions aux Centres de service social, les montants de 435 000, 63 000, 31 500, 23 625, 15 750 sont remplacés respectivement par les montants de 699 654, 101 329, 50 665, 37 998 et 25 322 francs.